

## Présences (23)

**Distanciel (14)** : Adrien Baysse-Lainé, Agnès Bonnaud, Quentin Brouard-Sala, Mélanie Gambino, Camille Hochedez, Léna Jégat, Julien Frayssignes, Salma Loudiyi, Philippe Madeline, Christine Margetic, Julien Noël, Geneviève Pierre, Raphaël Schirmer, Coline Perrin.

**Présentiel (11)** : Marine Bré-Garnier, Sylvaine Boulanger, Pierre Guillemain, Éléonore Genest, Magali Hulot, Yvon Le Caro, François Legouy, Pierre Pistre, Laurent Rieutort, Christophe Soulard, Manon Tassel.

**Absences excusées** : Claire Aragau, Laurence Barthe, Michaël Bermond, Laurent Carroué, Ségolène Darly, Guillaume Lacquement, Monique Poulot, Michaël Pouzenc, Nicolas Rouget, Louise de La Haye Saint Hilaire.

## Introduction

Pour la plupart des participations en distanciel, la connexion fonctionne. Mais nous prions de bien vouloir excuser celles et ceux qui n'ont pu se connecter faute de compte commercial de visioconférence (nous ferons différemment pour le lien d'une prochaine AG).

Laurent Rieutort remercie les participants, à Paris ou en visio. Il rappelle notre dernière AG à Lyon l'automne 2022 et adresse à nouveau les remerciements collectifs au bureau précédent (Christine Margetic, Ségolène Darly et Pierre Pistre). Annonçant l'ordre du jour, il évoque quelques points obligés puis des échanges scientifiques plus ouverts pour la fin de l'AG. Le Président revient sur la composition exclusivement masculine du bureau (3 sièges sur 5), le report des Journées Rurales 2023 en Uruguay à 2024, la proposition de journée doctorale à l'automne. Avant d'ouvrir l'ordre du jour, il se félicite d'une commission hybride, riche de ses universités, laboratoires et structures fédératrices incarnées dans ses membres. Cela constitue une opportunité de synergies.

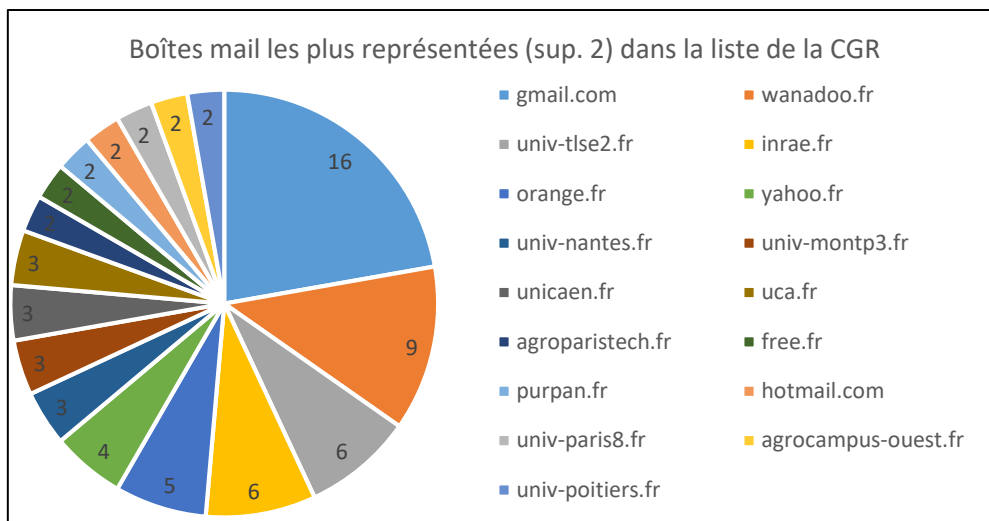
### 1. **Activités depuis la dernière AG : gestion administrative** - **Nouvelle liste de diffusion**

Nicolas Rouget hébergeait à l'Université Polytechnique Hauts-de-France (Valenciennes) notre liste de diffusion depuis 2014, et en partageait sa modération avec Pierre Pistre ces dernières années. Pour l'en libérer (il est devenu depuis VP du CNFG en charge des commissions), le nouveau secrétaire, Pierre Guillemain, a fait la demande d'hébergement à son unité INRAE (ASTER, à Mirecourt). Il remercie le précédent bureau qui avait déjà opéré une première mise à jour de la liste, très utile pour effectuer son actualisation par relance de mails. Toutes les personnes ayant répondu sont chaleureusement remerciées. L'ancienne liste comptait 216 adresses, à son ouverture au sein d'INRAE la nouvelle en comptait 102. À ce jour, du fait de nouvelles adhésions, elle compte 112 abonné-es. L'administration est partagée avec Damien Foissy (assistant ingénieur et responsable informatique au sein de l'unité ASTER).

Cette mise à jour « quantitative » a aussi été l'occasion d'échanges chaleureux pour le nouveau secrétaire qui tient à partager au collectif un message de Claudine Durbiano :

*« Membre de la commission depuis 1971, soit plus d'un demi-siècle, c'est avec nostalgie et regret que je quitte cette commission qui est aussi une communauté qui, grâce aux échanges et aux voyages, m'a tant appris. Je souhaite une bonne continuation [...] »*

La liste reflète l'intérêt pour notre Commission, et sa diversité (graphique ci-dessous et listes des autres organismes représentés à travers les adresses mail).



Outre les adresses du graphique, sont représentés : les Universités d'Aix-Marseille, d'Angers, de Bordeaux, de Corse, de Grenoble, de Laval (Québec), de Liège de Limoges, de Lorraine, de Paris 1, 10 et Panthéon-Sorbonne, d'Orléans, de Perpignan, de Rennes 2, de Valenciennes, du Mans ; ainsi que l'EHESS, VetAgro Sup, l'Académie de Reims, le Ministère de l'Agriculture, etc. (non exhaustif).

Le renforcement des systèmes de protection numérique de nos EPST explique des problèmes d'adressage, variable selon l'adresse utilisée par les expéditeurs. La coexistence de boîtes mails institutionnelles et commerciales constitue une première explication pour certains mails non remis. Le secrétariat cherche nominativement à régler le problème, et prie les abonné-es de bien vouloir excuser ce problème technique.

Laurent Rieutort remercie les collègues d'INRAE, et espère que le bureau a procédé à du *smart shrinking*. Il rappelle la tentative passée de constituer un réseau de correspondants de la CGR par site qui pourrait revoir le jour, à travers une actualisation de l'annuaire des années 2000, permettant de recenser l'ensemble des ruralistes par site géographiques, les thématiques de recherche, les thèses récemment soutenues ou à venir...

Quentin Brouard-Sala mentionne l'existence du [Who's who](#), un tableur interactif accessible sur le site de la CGR, annuaire pour lequel l'AG pointe la nécessité d'actualisation par les collègues auto-référencés (thématiques, rattachement institutionnel, statut, fin de thèse, HDR, ...).

Pour rappel, l'annuaire mis à jour individuellement par les collègues et la nouvelle liste de diffusion sont indépendants (apparaître dans l'annuaire ne signifie pas forcément être membre de la CGR).

### - **Changement du siège de l'AGR et actualisations des comptes bancaires...**

Pierre Pistre, le trésorier, rappelle que la CGR est une commission du CNFG (association 1901, créée en 1920). Mais la particularité de la CGR est d'avoir créé l'AGR en 2012, pour se doter d'un compte bancaire autonome. Les ressources reposent sur un appel à cotisation dédié, qui n'exonère pas de la cotisation au CNFG.

L'élection d'un nouveau bureau a impliqué des enjeux de réadressage de la trésorerie : démarches préfectorales, droits de signature bancaire (nouveaux président et trésorier), etc. Les statuts de l'AGR ont également été actualisés en conséquence (réunion de bureau du 4/01/2023). Tout est désormais en ordre, et cela explique la date d'appel à cotisation (mars 2023).

Le siège social de l'AGR migre de Warlaing à Vitry-sur-Seine. L'AGR dispose de deux comptes bancaires à La Banque Postale (compte courant, Livret A).

## 2. Bilan financier de l'année 2022

Au titre des recettes en 2022, suite à l'appel annuel, la CGR comptait 29 cotisations à jour, soit 435 €. En matière de dépenses, outre les frais de compte (151,92 €), une subvention pour les Journées Rurales 2022 à Bourg-en-Bresse s'est élevée à 1 518 €. Le solde 2022 du compte courant est donc égal à 354,62 €, celui du Livret A s'élève à 4 295,59 €.

Cotisations à jour = 29 (23 par HelloAsso et 6 par chèques)

**Compte Courant** : Solde 2021 = 1589,54 €

	Recettes	Dépenses
Cotisations	435 €	
Frais de compte		151,92 €
Aide à l'organisation des JR		1518 €
	435 €	1669,92 €

**Solde 2022 = 354,62 €**

**Livret A**

Solde 2021	<b>4 274,22 €</b>
Intérêt acquis pour 2022	21,37 €

**Solde 2022 4295,59 €**

L'appel à Cotisation 2023 a été lancé plus tardivement qu'à l'habitude, le 29 mars, via la nouvelle liste de diffusion (cause : opérations administratives en cours). Le montant reste inchangé : 15 euros pour l'adhésion à la CGR. Il faut y ajouter celle au CNFG ([lien adhésion CNFG](#)).

À ce jour (30/05/2023), 39 cotisations ont été perçues (soit 585 €, égal au bilan prévisionnel). 34 adhésions ont été réalisées en ligne (HelloAsso), et 5 adhésions l'ont été par voie postale (chèque, encaissement groupé des adhésions dans les semaines à venir)

*Nouveauté 2023 : la liste des membres à jour de cotisations pour 2023 sera mise en ligne courant juin sur le site du CNFG / page CGR !*

Le bilan prévisionnel de l'année 2023 n'intègre pour le moment que les recettes liées aux cotisations et les dépenses liées aux frais de compte.

### **Vote du bilan financier : le bilan est approuvé à l'unanimité.**

Avant de clore ce point à l'ordre du jour, Adrien Baysse-Lainé souhaite intervenir en qualité de trésorier du CNFG. Il mentionne des frais de compte à 6€/mois et s'interroge sur l'intérêt financier de changer de banque (malgré toutes les démarches engagées).

Pierre Pistre reconnaît le montant élevé des frais de compte trimestriels de la CGR. L'argument historique en faveur de notre banque, le lien avec la caisse locale, ne tient plus. Il faut donc se poser la question à terme, l'AG constatant que ces frais nous privent du montant de 10 cotisations.

## 3. Élargissement du bureau (2 sièges vacants)

Laurent Rieutort rappelle la composition exclusivement masculine du bureau, qui pourrait évoluer grâce aux deux sièges vacants disponibles, tels que le prévoient nos statuts. Il mentionne d'autres missions précises à partager : représentation et réseaux européens (Angleterre, Allemagne, Espagne, ...) et

internationaux (Côte d'Ivoire) de notre commission ; condition doctorale et valorisation des travaux de thèse en géographie rurale.

Yvon Le Caro rappelle, au sujet de nos activités internationales, l'existence dans les années 1990 et 2000 de colloques binationaux (Angleterre, Allemagne, Espagne, un peu l'Italie). En 2014, le constat était partagé : ces colloques nécessitaient une lourde organisation. D'où cette année-là la proposition d'un colloque de Géographie Rurale Européenne : Nantes, 2014 (FR) – Braunschweig, 2017 (DE) - Groningen, 2023 (NL). Yvon rappelle les opportunités liées au transfrontalier, avec nos membres francophones internationaux. Quant aux doctorants, il propose d'institutionnaliser un siège qui leur serait dédié, sans forcément concerner exclusivement la condition doctorale.

Laurent Rieutort rappelle le rôle historique de doctorants dans l'organisation de « doctorales » dans les années 2000 à Aix, Paris, Lyon, etc .. Mais depuis, de nouvelles structures y sont dédiées dans les UMR, les Départements de recherche, etc.

Christophe Soulard plaide pour du « soft » : par exemple une session dédiée lors des JR.

Laurent Rieutort mentionne des difficultés à publier les premiers travaux de thèse autour de certains objets, d'où l'idée d'activer un levier éditorial.

François Legouy note le signalement d'une trentaine de doctorants dans l'annuaire, sur 162 collègues.

Yvon Le Caro suggère l'organisation de journées d'études thématiques/méthodologiques, préalables à des numéros thématiques.

Salma Loudiyi revient sur nos liens à l'international en interrogeant nos adhésions à la commission *Sustainability of Rural Systems*, de l'UGI.

Yvon Le Caro fait état du faible investissement des francophones lors des Journées Rurales au Portugal.

Christine Margetic ajoute qu'il n'y a jamais trop eu de relais entre les deux commissions, comme avec celle dédiée à la géographie agricole et à l'ingénierie foncière dont Coline Perrin est vice-présidente. Elle plaide pour un plus grand partage d'informations, reconnaissant qu'il y a là un vrai travail de suivi à assurer, donc un rôle dédié au sein du bureau.

Coline Perrin donne des informations sur la Commission Géographie Agricole et Ingénierie Foncière de l'UGI. Brigitte Nougaredes en assurait une vice-présidence, qu'elle lui a transmis à son départ en retraite. L'UGI suit cette jeune commission avec les recommandations suivantes : si elle développe son implantation dans les Suds, sa pérennité peut s'envisager de manière autonome ; sinon, l'UGI recommande son rapprochement avec la Commission *Sustainability of Rural Systems* (SRS, présidée par Serge Schimtz et Valéria Paül). Le cas échéant, le prochain colloque de l'UGI à Dublin en 2024 serait l'occasion d'un événement commun pour entériner la fusion.

Salma Loudiyi rappelle que la Commission SRS organise ses événements de manière autonome, ou en lien avec le congrès international UGI. Est-ce que nous, la CGR, on fait quelque chose pour Dublin ([appel à sessions pour septembre 2023](#)) ?

Christine Margetic pointe la belle opportunité d'y être présent, et encourage à proposer des sessions.

Salma Loudiyi informe du prochain colloque de la Commission SRS le 5 juin en Pologne : [Clashes of knowledge: 'Green deal' concepts and challenges for sustainable rural systems - Lodz, 5-9 June 2023](#)

Sylvaine Boulanger souhaite revenir sur le cas des doctorants, qu'il serait intéressant d'intégrer davantage à la vie de la CGR, quitte à organiser un compagnonnage avec un membre de la Commission.

Christophe Soulard interroge : quelles sont les attentes des doctorants ?

Les doctorantes participant à l'AG sont interpellées sur la question et leurs velléités d'implication. Elles y réfléchissent et reviendront vers le bureau.

François Legouy revient sur la difficulté à publier certains travaux de thèse. Il explique que si Monique Poulot était présente, elle rappellerait les appels à articles de la revue *POUR*, qu'il pointe comme revue de géographie rurale. Il plaide en ce sens, rappelant la bienveillance du comité de lecture.

Quentin Brouard-Sala met en garde face à la sur-sollicitation doctorale, dans un délai de thèse de plus en plus contraint.

Pierre Pistre rappelle que les missions principales du bureau sont assurées et plaide pour un rôle dédié aux relations internationales.

Laurent Rieutort demande à Sylvaine Boulanger si elle accepterait d'assurer l'organisation d'une journée doctorale ; et à Salma ou Coline si elles accepteraient d'assurer le relai à l'international.

Coline Perrin répond qu'elle transmettra les infos entre la Commission Ingénierie Foncière de l'UGI et la CGR, et qu'elle ira à Dublin. Mais elle ne peut assumer un rôle supplémentaire (mandats dans l'AESOP et l'UGI). Salma Loudiyi accepte d'intégrer le bureau, ainsi que Sylvaine Boulanger. Personne ne s'y oppose.

**Composition du nouveau bureau :**

**Président : Laurent Rieutort**

**Trésorier : Pierre Pistre**

**Secrétaire : Pierre Guillemain**

**Chargée des relations internationales : Salma Loudiyi**

**Chargée de l'intégration doctorale : Sylvaine Boulanger**

#### **4. Organisation d'une journée d'études doctorales - automne 2023**

Laurent Rieutort aimerait que 2023 ne soit pas une année blanche et suggère un tour d'horizon des recherches en cours à travers des présentations de thèse (Format 1 jour – 1 site). Il prévient de la charge pour le comité d'organisation, et propose une thématique ouverte.

Laurent Rieutort partage la piste d'un projet IHEMRu (Institut des Hautes Études sur les Mondes Ruraux, à Paris). Par le hasard de connaissances d'élus locaux et de sénateurs du Massif central, il est associé à la création d'un IHEMRu, qui émane du [Parlement Rural](#), soutenu à sa création par la Secrétaire d'État à la Ruralité. Le projet consiste à accueillir et former 20 à 25 auditeurs (responsables, hauts fonctionnaires, sous-préfets, représentants d'entreprises, etc. - des décideurs, en somme), avec un cycle annuel comprenant : 2 jours/mois, à l'ANCT, une visite dans un pays européen (Roumanie), un mois consacré à Bruxelles, une visite sur le terrain – Figeac, etc.). Laurent Rieutort a proposé que la formation intègre une journée de présentation de travaux de thèses, autour du thème : *ruralités après les crises et dans un monde en transitions*.

C'est une opportunité pour la journée doctorale, mais cela peut passer plus classiquement par une de nos universités.

Yvon Le Caro, sous couvert de Léna Jégat (participant à l'AG et représentant des doctorant-es à l'UMR ESO), signale l'existence de doctorant.es qui travaillent en géographie rurale mais qui ne s'identifient pas à la CGR et son périmètre. Comment peut-on articuler notre communauté avec d'autres thématiques ? Quelle place ça peut nous apporter, comment on peut le justifier ? Yvon propose que l'UMR ESO accueille une journée autour de ces enjeux de « frontières » disciplinaires.

François Legouy soutient la proposition de Laurent Rieutort, sur la poursuite d'échanges précédant l'AG et intéressant pour un public d'élus (décroissance, impôt, export, souveraineté, ...).

Christophe Soulard s'interroge sur le calendrier et pointe l'intérêt de travailler avec des doctorant-es pour qu'ils s'adressent à des professionnels.

Yvon Le Caro plaide pour le format communication.

Laurent Rieutort accueille avec enthousiasme les réactions, rappelant que pour l'ANCT, il faut privilégier l'échelle européenne.

Pierre Pistre rappelle le temps rapide de la thèse ... Entre Journées Rurales en France et Journées Rurales à l'étranger, attention à ne pas passer à côté de doctorant-es. En 2024, les JR en Uruguay seront peu accessibles aux doctorant-es. Il rapporte aussi, pour Nicolas Rouget, la reconduction des doctoriales du CNFG en 2024, en lançant un appel à implication de la part de la CGR et de doctorant-es membres intéressés-es.

Christine Margetic rappelle la remarque de Quentin Brouard-Sala, et plaide la vigilance.

Camille Hochedez témoigne en tant qu'adhérente depuis sa thèse. Elle avait participé en 2006/2007 à Montpellier à des journées entre doctorant-es, dédiées aux problèmes méthodologiques en petits collectifs. Elle constate le caractère souvent profitable de ce format, surtout pour les jeunes collègues dont les laboratoires ne sont pas majoritairement ruralistes.

Elle revient aussi sur la proposition d'Yvon Le Caro concernant les frontières de la géographie rurale, qu'elle pense également nécessaire.

Laurent Rieutort soutient aussi cette perspective : où en est-on, 15 ans après « où va la géographie rurale ? » (numéro dans la revue Géocarrefour). Il plaide pour une proposition épistémologique.

Agnès Bonnaud trouve l'idée de Camille Hochedez très intéressante, tout comme le Projet d'Institut. Elle s'interroge : sera-t-il possible d'organiser des sessions de terrains thématiques ? Existe-t-il un recensement des thèses en cours ?

Yvon Le Caro répond que l'annuaire peut faire office de recensement. Il faudra donc organiser une relance pour sa mise à jour. Christine Margetic abonde car les fichiers de suivi de thèse et en premier lieu des soutenances de thèse ont constitué des échecs (cf. non actualisation sur le site de la CGR depuis fin 2020).

Laurent Rieutort répond par rapport à l'Institut qui ne pourra pas tout faire la première année et que l'on peut donc prévoir un échelonnement dans le temps de nos contributions. Par rapport aux thèses, il mentionne le travail engagé par Annie Antoine (historienne rennaise du CERHIO), qui a fait un inventaire de plus de 2 000 thèses en études rurales depuis l'an 2000. Elle pourrait être associée à un temps épistémologique.

Philippe Madeline abonde en ce sens et soutient aussi les propositions de Camille Hochedez, en rappelant l'utile expérience d'Aix-en-Provence.

Les deux pistes sont à explorer, l'Institut prioritairement, sinon la proposition d'Yvon Le Caro pour une organisation par l'UMR ESO. Pierre Guillemain insiste en 2024 pour une nécessaire coordination avec les Doctoriales du CNFG.

### 5. Report des Journées Rurales en Uruguay/Paraguay en mai-juin 2024

Laurent Rieutort rappelle l'annulation en 2023 des Journées Rurales en Uruguay, reportées en 2024 sur la base d'un programme inchangé. Deux nouvelles périodes seront proposées :

- soit du 27 avril au 12 mai 2024 (avec possibilité de rentrer le mercredi 09 si pas de poursuite de la mission jusqu'au Chaco).
- soit du 04 au 19 mai (avec possibilité de rentrer le mercredi 16 si pas de poursuite de la mission jusqu'au Chaco).

Le Coût individuel est estimé à 2 500/3 000 €, et les finances de la CGR seront limitées pour diminuer ces frais. Des compléments de financement collectif pourront être demandés (ex. au CNFG) mais le montant individuel restera important.

Yvon Le Caro pointe l'intérêt général de tels voyages, à la condition de retombées collectives intéressantes. Il signale des enjeux d'engagements tant individuels que collectifs : financier, footprint, ...

Christine Margetic rappelle que ce projet s'est construit en lien avec la Commission du Développement dans les Suds (Tropicalités), avec très peu de retours de cette Commission en matière d'inscriptions.

Pierre Pistre retient des remarques d'Yvon des questionnements pour le long terme, mais pour ces JR, il explique que l'événement est déjà planifié – organisé. Laurent Rieutort retient l'enjeu de valorisation problématisée de l'excursion, et entend les questions posées par la longue distance et nos travaux sur les transitions.

Pierre Guillemain mentionne que le bureau a convenu de dissocier l'AG des Journées Rurales lorsque celles-ci ont lieu à l'étranger, tant dans l'intérêt des excursionnistes que de celui des collègues restés en France et impliqués dans la CGR.

Yvon Le Caro suggère que 2024 combine les Journées Rurales en Uruguay et temps doctoral couplé à l'Assemblée Générale à Rennes, en préparation d'une session pour les Doctoriales 2024 CNFG et/ou d'une communication pour l'UGI à Dublin ?

Le cas échéant, avoir en tête [les règles en date du 2/06 pour l'UGI à Dublin](#) : *Les résumés d'articles pourront être soumis à partir du mardi 3 octobre 2023 jusqu'au vendredi 12 janvier 2024. Les présentateurs ne peuvent pas soumettre plus d'un résumé de présentation orale. D'autres mises à jour seront fournies à la fin de l'été 2023.*

Au vu des échanges du jour, la prochaine étape nécessaire pour l'organisation des JR en Uruguay/Paraguay en 2024 paraît donc être la relance d'un sondage pour identifier les personnes intéressées sur les nouvelles périodes proposées.

### 6. Actualités et perspectives :

La publication des Actes des *Journées Rurales 2022* (3-4-5 octobre) à Lyon est prévue et engagée par notre collègue Claire Delfosse.

Colloques à venir

- [3rd European Rural Geographies Conference](#) à Groningen, 26-29 juin ;
- Forum "Origin for Sustainability" et MountMed Institute sur « [Dynamiques territoriales de résilience en zone rurale, particulièrement en montagne](#), en Crète 21-23 novembre 2023...)
- UGI Dublin 2024
- Vie des réseaux « amis » (Géographes d'INRAE, commissions CNFG, etc.)

Christophe Soulard présente le groupe des géographes d'INRAE, animé par Coline Perrin, Marie Houdart et Baptiste Hautdidier. C'est un lieu d'échanges pour une discipline minoritaire dans l'Institut, ou s'interroge le positionnement disciplinaire. Le fonction interne vise à repérer des revues, partager le démarrage de projets, échanger sur l'HDR en géographie. Le groupe rassemble 150 personnes, les doctorants y sont surreprésentés. Une conférence interne a débouché sur une session au colloque UGI. C'est là que peuvent se créer des liens avec la CGR.

Les perspectives qui y sont actuellement discutées concernent la géographie critique et la political ecology, outre un thème montant sur la géographie du travail. Sa liste de diffusion est en interaction avec celle de la CGR.

Il mentionne ces liens en rappelant les Journées Rurales 2021, dont des valorisations ont eu lieu (numéro dans les *Annales de Géographie*) ou sont en cours (numéro dans *Norôis*).

Avec Pierre Guillemin, il présente un projet pour les Journées Rurales 2025, questionnant l'interface agronomie/géographie. Il s'agirait de faire un point épistémologique 20 ans après celui organisé par Jean Boiffin au Pradel. Cette hypothèse a été partagée avec le site du Pradel (CERMOSEM / Université Grenoble-Alpes) en Ardèche, à travers un échange avec Philippe Prévost qui y est favorable. Il y a là une belle opportunité à travailler des liens entre la CGR et les collègues de l'UMR PACTE enseignant au CERMOSEM.

Pierre Pistre rapporte pour Nicolas Rouget l'organisation d'un premier colloque sur les engagements, par les Commissions du CNFG. Fort de 70 participations, ce format de colloque sera conforté, pour un événement tous les trois ans (2025).

Il ajoute que Nicolas Rouget tient à rappeler combien la CGR est dynamique au sein du CNFG, parmi les plus importantes en matière de membres et de réseaux, et que toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour préparer le prochain colloque des commissions du CNFG.

Au sein du CNFG, Pierre Pistre fait aussi état d'une relance récente de la Commission de la Géographie de la Population, qui compte une dizaine d'actifs. L'objectif à court/moyen terme consiste en un Atlas de la population de la France.

François Legouy présente la construction du projet TRANSAGRI (suite d'un projet sur les routes culturelles des paysages alimentaires, avec Monique Poulot). TRANSAGRI s'intéresse aux Transitions de l'agriculture française depuis les années 1950/1960. Ce projet de la COMUE Paris-Lumières a permis l'embauche d'une ingénieure d'études pour le traitement des recensements agricoles via le CASD. Un projet d'ouvrage est en cours : 320 p./600 000 signes, aux Éditions du CNRS.

Il ne s'agira pas d'un ouvrage de question de concours, mais plutôt de viser une large appropriation. Un séminaire début janvier à Nancy a permis de discuter du plan proposé par la coordination, qui face aux interrogations des un-es et des autres, a concilié les différents commentaires. S'en est suivi un premier



groupe d'échange entre auteur-es pour le chapitre dédié aux produits de terroir et de qualité. Ce format va être reconduit en juin/juillet. Le plan est encore ouvert, la liste des participant-es n'est pas fermée. L'ouvrage se veut comme un livre qui va rappeler un certain nombre de vérités, autour de l'hypothèse d'un maintien d'une mixité du système.

Camille Hochedez rappelle l'ANR CAMIGRI, et mentionne un nouveau projet en continuité sur la place des étrangers dans la viticulture du Val de Loire. MIGRINTER développe aussi un projet sur l'immigration d'hier et d'aujourd'hui dans les espaces ruraux de Nouvelle-Aquitaine (cosmopolitisme rural).

Pierre Guillemin mentionne le programme TETRAE (suite des programmes PSDR), qui implique dans au moins trois régions des collègues de la CGR : Coline Perrin en Occitanie dans le projet DEFIBIO ; Salma Loudiyi en Auvergne-Rhône-Alpes avec le projet TRAACT ; Pierre Guillemin et Louise de La Haye Saint-Hilaire en Grand Est autour du projet TRANSAAT. Non exhaustif.

Laurent Rieutort mentionne un PEPR pour structurer des plateformes de données sur les systèmes alimentaires territoriaux : PLAT4TERFOOD (porté par INRAE). Christophe Soulard ajoute le PEPR TRANSFORM (porté par le CNRS et l'IRD) visant à promouvoir des laboratoires vivants d'habitabilité durable (soutien de dispositifs de type living lab).

Ces programmes sont de l'ordre de 50 millions d'euros pendant 10 ans.

Pierre Pistre mentionne des Projets H2020, adossés à la Commission Européenne (Ruralization, GRANULAR = développement de nouvelles formes d'indicateurs européens sur les mondes ruraux porté par Tristan Berchoux). Par ailleurs, la CE a créé récemment un observatoire rural européen (début 2023). Camille Hochedez : Ruralization a des suites dans le montage d'un H2020-4 sur la pauvreté dans les espaces ruraux européens.

- Partage autour de recherches transversales émergentes, de perspectives !

Laurent Rieutort partage sa surprise de devoir régulièrement justifier la dimension rurale des travaux de jeunes collègues pourtant identifiés comme tels. Il rappelle les débats historiques à l'occasion du changement de nom de la CGR, aujourd'hui bousculée par l'alimentation. D'où l'enjeu de travailler sur les mutations de nos travaux depuis 20 ans.

Yvon Le Caro considère que la géographie rurale n'est pas une sous-discipline, mais plutôt une communauté.

Sylvaine Boulanger pointe l'importance de réinterroger la géographie rurale pour la légitimer dans les maquettes de formation. Elle trouverait intéressant de pouvoir s'appuyer sur un texte commun.

Christophe Soulard s'interroge sur l'historique des collaborations avec l'économie rurale ?

Des collègues ont l'habitude de participer au colloque de la SFER, et des géographes ont intégré le comité de rédaction d'Économie Rurale.

17h00 passées, Laurent Rieutort lève la séance et remercie l'ensemble des participants d'avoir animé cette AG riche d'échanges et de perspectives !